



# la lettre de la. coopération décentralisée

Septembre  
Octobre  
2011

Afrique .....	2
Amérique latine et Caraïbes .....	6
Asie .....	8
Europe .....	9
Méditerranée .....	10
Jeunesse.....	13
Tourisme responsable.....	14
Institutions européennes .....	15
Actualités.....	16
Agenda .....	17
Publications .....	20

## CORNE DE L'AFRIQUE

Cités Unies France a été sollicitée par de nombreuses collectivités territoriales pour entreprendre des actions, et notamment mettre en place un fonds d'urgence à destination des populations vulnérables. L'absence de collectivités territoriales, notamment en Somalie, en mesure de mettre en œuvre des programmes et l'accessibilité limitée des territoires les plus touchés liée à la présence des milices Chebabs, ont amené Cités Unies France à s'associer à l'appel à la solidarité lancé par de nombreuses ONG spécialisées aux côtés desquelles les collectivités ont pu et peuvent encore se mobiliser.



(Source carte : MAEE)

Une réunion organisée par le Centre de crise du MAEE début août nous avait confortés dans cette orientation.

Nous avons sollicité des collectivités un retour sur les actions qu'elles ont engagées. Nous remercions celles qui nous ont fait part de leur implication. De nombreux dons ont été faits à aux ONG spécialisées et des actions de soutien ont été organisées, par des associations locales en Franc, parfois appuyées par des municipalités.

Nous vous remercions pour votre engagement et vous invitons à nous tenir informés (pôle Afrique : Astrid Frey, Sarah de Rekeneire ou Constance Koukouï, [poleafrique@cites-unies-france.org](mailto:poleafrique@cites-unies-france.org) ; lien : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1308>).

### Rappel sur la situation de sécheresse et de famine dans la Corne de l'Afrique

Mille affamés par jour continuent d'arriver à Dadaab, au Kenya, le plus grand camp de réfugiés au monde. Plus de 13,3 millions de personnes ont besoin d'une aide essentielle à leur survie au Kenya, en Somalie, en Éthiopie et à Djibouti, à cause de la sécheresse, d'un conflit et de la hausse du prix des aliments ». Plus d'un million d'enfants sont en ce moment en danger de mort et près de la moitié de la population somalienne est frappée par la famine. Les pourcentages sont beaucoup plus faibles au Kenya ou en Éthiopie. L'ONU estime que la Somalie est confrontée à la plus sévère crise humanitaire qui sévit dans le monde aujourd'hui. L'aide de la communauté internationale serait nécessaire jusqu'en avril 2012, moment des récoltes, mais les experts craignent un manque de fond dès le mois de janvier. L'Union européenne a décidé d'allouer 100 millions d'euros supplémentaires soit 60 millions d'euros en aide humanitaire et alimentaire à la Corne de l'Afrique, et 40 millions d'euros supplémentaires au Soudan et au Soudan du Sud. Ces aides viennent en plus des 64 millions d'euros provenant du budget de l'UE alloués à la Corne de l'Afrique et des 27,8 millions restant du Fonds européen de développement.

(Sources : RFI, Le Monde)

## ACTUALITÉS AFRIQUE

### Africités 2012

La 6<sup>e</sup> édition du sommet dédié aux collectivités locales du continent africain se déroulera à Dakar, du 4 au 8 décembre 2012.



### Investissements urbains en Afrique

Réunis à Rabat en juin 2011 sous l'égide de CGLU, de sa section africaine et de la ville de Rabat, des collectivités locales africaines et experts économiques ont adopté une déclaration sur le financement des investissements urbains en Afrique : à la fois priorité pour la coopération internationale, le financement de ces investissements pose aussi des questions de compétences à transférer aux collectivités locales, de leur droit à décider des affaires urbaines, mais aussi de leur accompagnement pour les épauler dans leur capacité de gestion et face au risque financier d'un endettement non maîtrisé. Vous trouverez cette déclaration sur les pages Afrique de notre site Internet.

### L'Union Européenne et la sécurité au Sahel

Le 8 septembre s'est tenue la conférence d'Alger sur le Sahel. Les pays de la sous-région ont réitéré leur détermination à lutter contre le terrorisme et la nécessaire aide de la communauté internationale. Le 22 septembre, l'Union européenne a présenté la stratégie européenne de développement et de sécurité au Sahel, dotée de 150 millions d'euros. Elle alliera un volet d'aide au développement à plusieurs axes plus sécuritaires : soutien à une approche régionale de la lutte antiterroriste, aide au renforcement des capacités sécuritaires de la Mauritanie, du Niger et du Mali et soutien à la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme.

150 millions d'euros ont été alloués à cette stratégie, servant par exemple à la construction de 45 postes frontières en Mauritanie ou encore à la formation des juges et policiers au Niger.

(Source : RFI)

## AGORA : Séminaire de lancement



Du 13 au 16 septembre derniers a eu lieu à Ouagadougou le séminaire de lancement du programme Agora porté par Cités Unies France. Ce séminaire a mis autour de la table pour la première fois tous les acteurs de ce programme d'appui aux services publics : les 10 communes béninoises, burkinabés et maliennes concernées, les chercheurs en charge des diagnostics sur ces communes, les coopérations décentralisées et les opérateurs en charge de la mise en action des diagnostics, les trois associations d'élus en charge du plaidoyer et les ministères.

Différentes tables rondes ont permis de dessiner les premiers axes de travail par pays sur les trois services publics d'Agora : l'eau/l'assainissement, l'éducation et la santé. Les différents acteurs des trois pays (chercheurs d'un côté et coopération décentralisée/opérateurs de l'autre) ont eu des échanges méthodologiques et transversaux.

Une synthèse des travaux sera diffusée via le site Internet de CUF.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission, courriel : [c.borella@cites-unies-france.org](mailto:c.borella@cites-unies-france.org)

## ACTUALITÉ CAMEROUN

Élections présidentielles au Cameroun : Le 9 octobre prochain se dérouleront les élections présidentielles au Cameroun. Les citoyens devront choisir entre 23 candidats qui affronteront le Président sortant Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, à la tête du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC).

(Source : RFI)

## BENIN

**Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint-Germès Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomérations de Cergy-Pontoise**

**Le Bénin à l'honneur pour les 3<sup>e</sup> Assises yvelinoises de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale**

Dans le département des Yvelines, un programme très riche « Sia sia en attendant les Assises » se déroule depuis le 8 septembre, alliant manifestations culturelles, économiques et de recherche, autour du développement et du Bénin.

Pour s'inscrire : [http://www.yvelines2.yvelines.fr/actus/cooperation\\_decentra/inscription.html](http://www.yvelines2.yvelines.fr/actus/cooperation_decentra/inscription.html)

La veille des Assises, le groupe-pays Bénin se réunit le 7 octobre, accueillant par là même la forte délégation qui vient du Bénin pour ces Assises, alliant représentants élus et techniques des communes du Mono, l'Association des communes du Bénin, ou encore les ministères de tutelles.

**Le Bénin touché par la piraterie**

Le gouvernement béninois fortement investit dans les réformes portuaires se trouve confronté au problème de la piraterie nigériane. En signe de soutien, le président du Bénin, Thomas Boni Yayi, a reçu pendant une visite officielle en Chine une enveloppe de 25 millions d'euros dont quatre pour l'achat d'un patrouilleur pour mener la lutte plus efficace contre ce phénomène. Selon un communiqué de la présidence béninoise, le reste de la somme « se décompose en dons, remises de dette et prêts sans intérêts ».

(Sources : SLATE, AFD)

## ACTUALITÉS BURKINA FASO

**Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président du conseil régional du Limousin et adjoint au maire de Guéret**

**13<sup>ème</sup> édition des Journées des Communes du Burkina Faso**

A l'occasion de la 13<sup>ème</sup> édition des JCB : « Rôle et place des collectivités territoriales dans la mise en œuvre et le suivi de la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) », qui ont eu lieu du 22 au 24 septembre, à Gaoua, Jean-Bernard Damiens, a été invité à prendre la parole au nom de Cités Unies France. Il a notamment insisté sur la décentralisation comme véritable outil pour le développement du Burkina Faso.

Les coopérations décentralisées franco-burkinabè sont invitées à prendre en compte cette nouvelle donne en s'axant sur le renforcement des capacités des élus et des techniciens municipaux.



## ACTUALITÉS GUINÉE CONAKRY

Alpha Condé, élu président en 2010, soupçonne son principal opposant politique d'avoir organisé une « tentative d'assassinat par une attaque sur le Palais présidentiel », en juillet dernier. Il accuse le Sénégal et la Gambie d'en avoir été complices. Alors que certains doutent de la crédibilité de cette attaque, la Guinée fait l'objet de vives tensions inter-ethniques depuis l'arrivée au pouvoir de M. Condé.

(Sources : Jeune Afrique, AFP)

## ACTUALITÉS MALI

**Président du groupe-pays Mali : Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche et conseiller général de la Sarthe**

« Amitié sino-malienne »

Le 22 septembre dernier, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance du Mali, le troisième pont de Bamako a été inauguré. Baptisé « Pont de l'amitié sino-malienne », il a coûté 30 milliards de F CFA et a été entièrement financé par Pékin. Il s'agit là du plus grand don chinois jamais fait en Afrique de l'Ouest.

(Source : Jeune Afrique)

### Fichier électoral, la crainte grandit

L'opposition malienne a déposé une plainte en annulation devant la cour suprême dénonçant l'absence de représentant de l'opposition dans la commission électorale nationale indépendante (Céni), organe en charge du contrôle des élections. A six mois des présidentielles, le fichier électoral n'est toujours pas arrêté. Sa révision doit débiter début octobre et la crainte de révisions arbitraires grandit.

(Source : RFI)

## ACTUALITÉS MADAGASCAR

**Président du groupe-pays : Alain Huard, vice-président du conseil général de l'Eure**

**Prochaine réunion du groupe-pays : Tourisme responsable et décentralisation à Madagascar**

La prochaine réunion du groupe-pays Madagascar se tiendra le 18 octobre 2011. Elle aura pour sujet le tourisme responsable et abordera l'organisation du symposium sur « les processus de décentralisation et leurs actualités dans les Suds », organisé les 14 et 15 décembre prochains, à Antananarivo, par l'Institut national de la décentralisation et du développement local (INDDL).

### Madagascar : la destination touristique naturellement durable

Lors du dernier salon mondial du tourisme à Paris, en septembre, plusieurs organisations ont signé autour de l'office de tourisme malgache et de son ministère de tutelle une déclaration d'intention pour faire de Madagascar une destination exemplaire du tourisme durable. Le Syndicat National des Agents de Voyages français (SNAV) est co-signataire de cette déclaration.

(Source : Midi Madagasikara)

## ACTUALITÉ MAURITANIE

**Président du groupe-pays : Michel Sapin, député-maire d'Argenton-sur-Creuse**

### Drame au cours d'une manifestation

Fin septembre un homme a été tué par balle et plusieurs personnes ont été blessées à Maghama au cours de manifestations lancées par le mouvement « touche pas à ma nationalité », contre un recensement jugé discriminatoire par les Négro-Mauritaniens. Suite à la promulgation d'un nouveau code civil en 2010, un remaniement du système d'identification des citoyens a été mis en place. Les citoyens noirs feraient l'objet de questions provocatrices au moment de leur enregistrement et craignent des motivations racistes. (Source : AFP)

## ACTUALITÉ MALI - NIGER

**Un nouveau programme de volontariat**

France Volontaires, en partenariat avec l'Agence du Service Civique, met en place un programme « réciprocité » avec le Niger et le Mali, permettant à de jeunes volontaires maliens et nigériens de venir réaliser un engagement de Service Civique en France dans le cadre d'une mission d'intérêt général. Ce programme vise à la fois à promouvoir une véritable dimension d'échange réciproque entre les jeunesses française et africaine, et également à renforcer les liens de coopération entre la France, le Mali et le Niger. Une rencontre d'information et d'échange autour de ce programme, destinée aux collectivités françaises, aura lieu le vendredi 21 octobre 2011 de 10h à 13h au siège de France Volontaires.

Cette rencontre aura pour objet de :

- présenter le cadre et les enjeux de ce programme ;
- présenter les modalités de mise en œuvre et les outils à disposition ;
- échanger sur le contenu des missions à proposer sur la base des premiers projets en construction.

Informations complémentaires et inscriptions, avant le 18 octobre : Pierre Daniel-Calonne, responsable de l'unité « Régions France », France Volontaires. [pierre.daniel@france-volontaires.org](mailto:pierre.daniel@france-volontaires.org), Site Internet : [www.france-volontaires.org](http://www.france-volontaires.org)

## ACTUALITÉ SÉNÉGAL

**Présidente du groupe pays Sénégal : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille, conseillère communautaire de Lille Métropole**

**Ultimatum lancé au Président Abdoulaye Wade**

Un nouveau meeting organisé par le M23, mouvement d'opposition né des manifestations du 23 juin, le 23 septembre dernier, a permis une grande mobilisation. Au terme de celui-ci, un ultimatum a été lancé au Président Abdoulaye Wade afin qu'il retire sa candidature aux prochaines élections présidentielles d'ici la fin octobre au risque de déclencher des manifestations quotidiennes. En 2007, Wade avait annoncé son intention de ne pas se représenter afin de ne pas cumuler plus de deux mandats présidentiels. Il est récemment revenu sur ces paroles en déclarant « Ma waxoon waxeet », « j'ai dit, je me dédis ». Ce slogan a depuis été repris par le chanteur Didier Awadi, ancien prix découverte RFI, devenant ainsi l'hymne du M23. (Source : RFI)

## APPELS À PROJETS

### Niger

Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme.

Référence : EuropeAid/131-797/L/ACT/NE  
Appel restreint : note succincte dans un premier temps, à envoyer avant le 12 décembre 2011.

Enveloppe disponible de 600 000 euros  
Subvention jusqu'à 95% entre 25 000 euros et 250 000 euros.

•Objectif Général :

Soutenir la société civile dans la promotion et la protection des droits humains et des réformes démocratiques.

•Objectif Spécifique :

Financer des actions à mettre en œuvre par les organisations de la société civile locales dont la mission est la défense et la promotion des droits humains et des réformes démocratiques, le soutien à la réconciliation pacifique d'intérêts particuliers et l'extension de la participation et de la représentation politiques.

•Priorités thématiques :

-consolidation de la démocratie  
-promotion et protection des droits des femmes et des enfants  
-amélioration du fonctionnement du système de la justice

### Mali

Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme.

Référence : EuropeAid/131850/L/ACT/ML  
Enveloppe disponible : 300,000 euros  
Appel restreint - Date limite de soumission des notes succinctes : 12 Octobre 2011  
Subvention jusqu'à 100% entre 50 000 et 150 000 euros.

•Objectifs généraux :

Les objectifs généraux doivent contribuer au développement et à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi qu'au respect de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales, en cohérence avec la politique étrangère de l'Union européenne dans son ensemble.

•Objectif spécifique :

L'objectif spécifique du présent appel à propositions est de contribuer à une meilleure garantie des droits humains dans les lieux de privation de liberté (prisons et locaux de garde à vue).

### Madagascar

Programme Thématique de Sécurité Alimentaire de l'Union européenne  
Appel à propositions restreint 2011

Enveloppe disponible : 8.000.000 euros  
Référence : EuropeAid/132007/L/ACT/MG  
Appel restreint - Date limite de soumission des notes succinctes : 15 novembre 2011, à 16h00  
Subvention jusqu'à 90% entre 800 000 et 1 500 000 euros.

## NIGER

**Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières et adjoint au maire de Bonneville**

**Le programme concerté « ANIYA » : Rencontres de la coopération décentralisée franco-nigérienne, les 29 et 30 septembre 2011, à Saint Brieuc**



Les rencontres de la coopération décentralisée franco-nigérienne se sont tenues du 29 septembre au 1er octobre 2011, à Saint Brieuc. Elles ont permis notamment de lancer officiellement la troisième phase du programme ANIYA, action concertée de coopération décentralisée en appui au développement local au Niger (pour en savoir plus : <http://www.france-niger.com/dispositif-aniya>).

À cette occasion, Brigi Rafini, Premier ministre, et une délégation de plus de 50 élus locaux nigériens ont fait le déplacement en France pour rencontrer leurs collectivités françaises partenaires et pour participer aux ateliers de formation, proposés par le comité technique d'ANIYA.

L'importance de la délégation nigérienne démontre l'intérêt que portent, au plus haut niveau, les responsables politiques nigériens pour le travail du groupe-pays Niger et plus spécifiquement pour celui développé par le programme ANIYA dont la maîtrise d'ouvrage a été déléguée à Cités Unies France.

Une conférence de presse a été organisée le jeudi 29 septembre, au conseil général des Côtes d'Armor, afin de valoriser auprès du plus grand nombre, l'appui qu'apportent les collectivités françaises en direction des collectivités nigériennes.



© Photo : Thierry Jeandot



*Pour plus d'informations :*

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

Constance Koukouï, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo)

Courriel : [c.koukouï@cites-unies-france.org](mailto:c.koukouï@cites-unies-france.org)

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Sénégal, programmes concertés)

Courriel : [s.derekeneire@cites-unies-france.org](mailto:s.derekeneire@cites-unies-france.org)

# Amérique latine & Caraïbes

## BRESIL

**Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

### Réunion du groupe-pays Brésil

La réunion du groupe-pays Brésil a eu lieu le 30 septembre, à Cités Unies France. Les discussions ont eu lieu sur deux points :

- les IV<sup>e</sup> Rencontres de la coopération décentralisée France-Brésil à Fortaleza afin de finaliser le programme et le choix des participants ;
- l'appel à projets conjoints franco-brésiliens de coopération décentralisée tripartite en faveur d'Haïti et du continent africain pour faire l'état des lieux de la situation des collectivités françaises qui ont répondu à l'appel.

Vous pouvez dès maintenant vous inscrire aux IV<sup>e</sup> Rencontres à l'adresse suivante : <http://www.fortaleza.ce.gov.br/encontrobrfr/>

### La coopération décentralisée encadrée par la législation brésilienne

Approbation par le Sénat fédéral, le 21 septembre, du texte du Protocole Additionnel à l'accord-cadre de la Coopération entre le gouvernement de la République Fédérale du Brésil et le gouvernement de la République française sur la Coopération Décentralisée France-Brésil. Ce décret législatif est une avancée car les actions des partenaires territoriaux franco-brésiliens dans ce cadre seront protégées par la législation brésilienne et permettront la constitution officielle du « comité brésilien », améliorant ainsi la mise en place des futurs projets d'action de coopération décentralisée franco-brésiliens.

### Nouvelle édition de Cités Unies France ! « Dossier pays Brésil » - deuxième édition - septembre 2011

« Le Brésil est le pays d'Amérique latine où la coopération décentralisée est la plus active. Les collectivités françaises et brésiliennes ont commencé à travailler ensemble au début des années 2000, notamment à partir du forum social mondial de Porto Alegre de 2001. Depuis, la coopération avec le Brésil a connu un développement rapide comme en témoigne la trentaine d'accords recensés.

Les champs d'action de cette coopération n'ont cessé de s'enrichir, ils touchent la formation universitaire, la recherche scientifique, la culture, le développement économique et portuaire, la revitalisation et la planification des centres-villes, la préservation des territoires et la biodiversité, la coopération transfrontalière... » (extrait du « Mot du Président » par Charles Josselin, président de Cités Unies France).

Cette deuxième édition du Dossier pays Brésil, édité en septembre 2011, fait un point sur l'organisation politico-administrative, les entités de la fédération, l'interaction entre entités, le panorama des acteurs et des actions de la coopération décentralisée.

Pour commander cet ouvrage :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique47>

## ARGENTINE

Président du groupe-pays : Pierre-Marie Blanquet, vice-président du conseil général de l'Aveyron

### Première réunion du groupe-pays Argentine

La première réunion du groupe-pays Argentine a eu lieu le mardi 13 septembre dans les locaux de Cités Unies France. Les points suivants ont été abordés au cours de la réunion :

- le projet de réalisation du deuxième forum franco-argentin de la coopération décentralisée en 2012 ;
- les résultats de l'appel à projet 2011 - 2012 du ministère des Affaires étrangères et européennes en soutien à la coopération décentralisée France - Argentine ;
- l'état des lieux des actions de coopération des collectivités françaises actuellement en cours en Argentine.

Le compte-rendu peut être consulté sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique110>

## CHILI

Président du groupe-pays : Roberto Romero, conseiller régional d'Île-de-France

### Première réunion du groupe-pays Chili, le 20 octobre 2011

La première réunion du groupe-pays Chili aura lieu le 20 octobre, à Cités Unies France ; elle sera présidée par Roberto Romero, conseiller régional d'Île-de-France.

## GUATEMALA

### Élections au Guatemala

Le premier tour des élections présidentielles au Guatemala a eu lieu le 11 septembre. Otto Pérez Molina, ancien général, candidat du Parti patriote, et Manuel Baldizón, avocat, également issu de la droite (parti Lider) qui propose dans son programme l'application de la peine de mort, sont les deux candidats au second tour de l'élection présidentielle. Seule candidate de gauche, Rigoberta Menchú (prix Nobel de la paix en 1992) n'a obtenu que 2,5 % des voix. Le second tour des élections présidentielles au Guatemala aura lieu le 6 novembre 2011, elles coïncident avec le premier tour des élections présidentielles au Nicaragua.



# Amérique latine & Caraïbes

## ACTUALITÉS AMÉRIQUE LATINE

### Nouvelles publications

Le Département Amérique latine et Caraïbes, le Département de la recherche de l'AFD et l'Institut des Amériques ont publié le n°4 de la collection « A Savoir » : « Les enjeux du développement en Amérique latine - Dynamiques socio-économiques et politiques publiques ».



Le lancement de cet ouvrage, le 22 septembre, a fait l'objet d'une rencontre-débat animée par Dov Zerah, directeur général de l'Agence Française de Développement et par Jean-Michel Blanquer, président de l'Institut des Amériques.

Cet ouvrage est également disponible sur le site de l'AFD : <http://www.afd.fr> (onglet Publications).

Vient également d'être publié, l'ouvrage « Le rôle des autorités locales dans le processus d'intégration régionale ».

Sa parution a été lancée à la Faculté de Droit de l'Université de Buenos Aires (UBA), avec la participation du gouverneur de Salta, Dr. Juan Manuel Urtubey, du conseiller spécial au sous-secrétariat d'État des Affaires fédérales de la République du Brésil, Dr. Alberto Kleiman, et du professeur titulaire de droit constitutionnel et vice-président de la Chambre électorale (Cámara Electoral), Dr. Alberto Dalla Via.

L'ouvrage peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.paradiplomacia.org/noticias.php?lang=sp&seccion=6&nota=74>



## HAÏTI

**Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes, représenté par Jean-Louis Testud, adjoint au maire**

### Prochaine réunion du groupe-pays Haïti

La prochaine réunion du groupe-pays Haïti aura lieu le 10 novembre 2011, à Strasbourg.

### Nouveau Premier Ministre en Haïti

La nomination de Garry Conille (médecin fonctionnaire de l'ONU) en tant que Premier Ministre a été officiellement approuvée le 16 septembre 2011, à l'unanimité par les 89 députés haïtiens. Sa prise de fonction officielle est cependant soumise à l'approbation des sénateurs. Le Sénat haïtien a officiellement approuvé sa nomination le 4 octobre 2011.

(Source : France 24)

## MEXIQUE

### Accueil d'une délégation mexicaine de l'AMAIE (l'Association des Directeurs des Relations Internationales des Etats Mexicains)

Une délégation de l'AMAIE a été accueillie au siège de Cités Unies



France le 13 septembre dernier. Créée en 2009, c'est une structure jeune qui compte les directeurs de relations internationales de 14 Etats membres sur les 32 Etats du Mexique. La délégation, composée des États du Jalisco, d'Hidalgo, du Querétaro, de Mexico DF et du Yucatán a été invitée à participer à la 10<sup>ème</sup> université d'automne de l'ARRICOD, les 15 et 16 septembre à Dijon.

De passage à Paris, la délégation en a profité pour rencontrer les collectivités françaises engagées au Mexique à Cités Unies France. Au menu le projet d'organisations des prochaines Assises de la coopération décentralisée France-Mexique et la collaboration entre les deux structures CUF/AMAIE.

La délégation a, par ailleurs, pu rencontrer l'AFD, la Région Ile-de-France, le MAEE et l'Ambassade du Mexique. Ces échanges d'expériences ont montré l'intérêt pour le Mexique et pour la France de renforcer les liens de coopération décentralisée.

#### Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (pôle Amérique latine et Caraïbes)  
Courriel : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Mexique)  
Courriel : [ac.gaudru@cites-unies-france.org](mailto:ac.gaudru@cites-unies-france.org)

## JAPON

### Changement de Premier ministre au Japon

Le 26 août, le Premier ministre japonais, Naoto Kan, a annoncé sa démission de son poste de président du Parti démocrate du Japon (PDJ), parti actuellement au pouvoir. Ce départ signifie l'abandon de son poste de Premier ministre. En effet, le président du parti majoritaire à la Chambre des députés au Japon est automatiquement chef du gouvernement. M. Kan, élu en juin 2010, a été vivement critiqué pour sa gestion de la catastrophe du 11 mars dernier. Le 29 août, Yoshihiko Noda a été élu président du PDJ, et nommé Premier ministre le lendemain. Âgé de 54 ans, cet ancien ministre des Finances du gouvernement de Naoto Kan est partisan de la rigueur budgétaire. M. Noda a notamment déclaré que « pour résoudre le problème de Fukushima, reconstruire la région dévastée, lutter contre le yen cher et la déflation, il faut que tout le monde avance dans le même sens ».

Le nouveau chef du gouvernement a également rajouté que le Japon était dans « une situation d'urgence nationale : il faut régler l'accident nucléaire, assurer la reconstruction et faire face à une crise économique grave ». Par ailleurs, alors que l'ex-Premier ministre s'est prononcé pour une réduction progressive de la part de l'énergie nucléaire au Japon, son successeur a décidé de réactiver les centrales nucléaires à l'arrêt. Il promet une nouvelle politique énergétique d'ici l'été 2012. Yoshihiko Noda est le sixième Premier ministre japonais en cinq ans.

(Sources : Le Monde, usinenouvelle.com)

### Troisièmes Rencontres franco-japonaises, du 27 au 31 août 2012, à Chartres : Réunion technique franco-japonaise, le 6 octobre 2011, à Chartres

La réunion technique a eu lieu le 6 octobre 2011, à Chartres, en présence de la délégation japonaise, menée par la Ville de Kanazawa, qui préside le comité de pilotage japonais des Troisièmes Rencontres.

Pour plus d'informations sur les Troisièmes Rencontres franco-japonaises : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1179>

À cette adresse, vous trouverez le pré-programme, mais aussi un encadré contenant la liste des sous-thèmes proposés dans les 3 ateliers prévus pour les Troisièmes Rencontres. Nous prions toutes les collectivités françaises qui souhaitent participer/intervenir lors de cet événement de bien vouloir choisir entre les différents ateliers et sous-thèmes, mais également de nous proposer d'autres sous-thèmes intéressants pour leur collectivité. Merci de nous faire parvenir vos réponses dès que possible à l'adresse mail suivante : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org). La liste définitive des sous-thèmes, qui comprendra aussi les réponses/propositions des collectivités japonaises, sera déterminée lors de la troisième réunion du comité de pilotage français, prévue en novembre 2011. Vous serez informés ultérieurement de la date et du lieu de cette réunion.

#### *Pour plus d'informations :*

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Simoné Giovetti, chargé de mission (Pakistan)

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : [c.borella@cites-unies-france.org](mailto:c.borella@cites-unies-france.org)

Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Courriel : [s.schonfeld@cites-unies-france.org](mailto:s.schonfeld@cites-unies-france.org)

## ACTUALITÉS JAPON

### 80 % du parc nucléaire japonais à l'arrêt

Après l'annonce de l'arrêt pour maintenance de deux centrales nucléaires, l'archipel nippon ne compte plus que onze réacteurs nucléaires en activité, sur un total de 54. Tous les treize mois, les autorités japonaises procèdent à un arrêt de 75 à 90 jours des réacteurs nucléaires afin de les contrôler. D'ici le 31 décembre, cinq unités supplémentaires doivent être arrêtées.

Cette réduction continue de la capacité de production électrique du pays oblige les entreprises et les particuliers à minimiser leur consommation. Yoshihiko Noda, Premier ministre du Japon depuis le 30 août, est partisan d'un redémarrage des centrales nucléaires dont la sécurité aura été confirmée. (Source : usinenouvelle.com)

### A Tokyo, première grande manifestation antinucléaire depuis la catastrophe de Fukushima

Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de Tokyo, le 19 septembre 2011, pour dire non au nucléaire. C'est l'un des rassemblements les plus importants organisés au Japon depuis le 11 mars dernier, jour du séisme et du tsunami qui ont entraîné la catastrophe de Fukushima.

(Source : RFI)

## VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal délégué aux relations internationales de la ville de Toulouse, député européen

### Groupe-pays Vietnam, le 16 novembre 2011, à Brest

Le dernier groupe-pays Vietnam s'est réuni le 8 juillet dernier, dans le cadre du Forum pour la Coopération Internationale des Collectivités. L'ambassade du Vietnam, la ville de Lorient et l'Agence française de Développement sont intervenus. Le compte-rendu sera communiqué à travers la synthèse du forum. Les collectivités du groupe-pays se retrouveront pour une prochaine réunion, début novembre, en Bretagne.

## ACTUALITÉS EUROPE

### Congrès de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), à Erevan

Le prochain congrès de l'AIMF se tiendra les 25 et 26 octobre 2011, à Erevan, en marge de la XXXI<sup>ème</sup> Assemblée générale.

Le thème traité concerne la cohésion des territoires à travers l'intercommunalité et le dialogue des territoires : « Renforcer la cohésion des territoires : un impératif au service de la bonne gouvernance locale ».

Cités Unies France sera présente lors de cet événement.

### Un sommet des maires organisé à Strasbourg

Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe a organisé un sommet des maires, le 22 septembre dernier, au Palais de l'Europe à Strasbourg. Une rencontre qui a porté sur les difficultés économiques et sociales que rencontrent les Roms et les gens du voyage.

La ville de Strasbourg et le réseau des villes du Club de Strasbourg se sont associés à cet événement. Une large partie de ce rendez-vous a été dédiée aux relations entre collectivités locales et régionales et communautés Roms. L'objectif étant d'identifier les problèmes et d'apporter des solutions concrètes aux besoins de ces populations.

Pour plus d'information, consultez le site : [www.coe.int/roma-summit](http://www.coe.int/roma-summit)

## ARMÉNIE

### Président du groupe-pays : Patrick Devedjian, député et président du conseil général des Hauts-de-Seine

Le Président du conseil général des Hauts-de-Seine, Patrick Devedjian, assure depuis le 8 juillet 2011 la présidence du groupe-pays Arménie, créé suite aux premières Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne, tenues en octobre 2010, à Erevan.

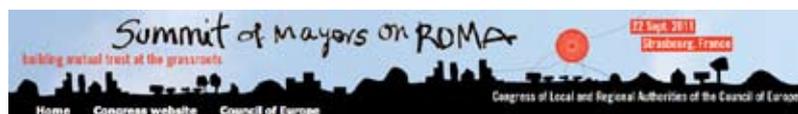
### Premier comité technique du groupe-pays Arménie

Un premier comité technique s'est réuni le mardi 20 septembre 2011, à Nanterre, à l'invitation du conseil général des Hauts-de-Seine qui assure la présidence du groupe Arménie. Il s'agissait de préparer la prochaine réunion du groupe-pays, qui devrait avoir lieu en décembre 2011. À l'ordre du jour : état des lieux et perspectives de la coopération franco-arménienne, missions et organisation du groupe-pays Arménie. Le comité s'est accordé sur un premier message fort : efficacité de l'aide !



Vous pouvez télécharger également sur le site de CUF un mémoire de stage de la mairie de Valence : « Repenser la coopération décentralisée face aux défis de la mobilisation des acteurs et de la mutualisation : l'exemple de Valence, Ijevan, Dilijan et Vanadzor ».

## BALKANS



### Réunion : « Les Roms des Balkans », le 8 juillet 2011

À l'occasion du Forum pour la Coopération Internationale des Collectivités (7 et 8 juillet derniers), s'est tenue une réunion intitulée « Les Roms des Balkans : le rôle des collectivités locales et de la coopération décentralisée ». Cet atelier a permis de rendre compte de la situation précaire des Roms en Europe et d'identifier les défis des pouvoirs locaux et régionaux dans la mise en œuvre de politiques de coopérations innovantes en faveur de cette population.

*Pour plus d'informations :*

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie, Europe du Sud-Est)

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

# Méditerranée

## PALESTINE

**Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine :  
Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque**



### Interview de Claude Nicolet

Claude Nicolet, président du RCDP, a répondu à une entrevue pour « la Voix du Nord » suite au discours de Mahmoud Abbas devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, à New York, le 23 septembre 2011.

Il est également téléchargeable sur le site de « La Voix du Nord » à l'adresse suivante :

[http://www.lavoixdunord.fr/France\\_Monde/actualite/Secteur\\_France\\_Monde/2011/09/24/article\\_avec-l-arret-du-processus-de-paix-le-st.shtml](http://www.lavoixdunord.fr/France_Monde/actualite/Secteur_France_Monde/2011/09/24/article_avec-l-arret-du-processus-de-paix-le-st.shtml)

#### • Comment analysez-vous le discours d'hier de Mahmoud Abbas ?

Son discours a été classique mais efficace, ne manquant pas d'émotion ni d'ironie quand il félicite le Sud-Soudan d'être devenu le 193ème membre de l'ONU la semaine dernière. Il a été grave en dénonçant la colonisation et l'attitude du gouvernement israélien. Il n'avait pas de raison de se retenir. Il s'attendait au veto américain, et son discours était destiné à tous les Palestiniens. Il fallait montrer une stature et il n'a pas reculé devant les pressions internationales. Il n'a pas cédé mais il n'avait pas le choix. Il a mis la communauté internationale face à elle-même et gagné une vraie stature morale.

#### • Pourquoi a-t-il soudain décidé de faire une demande d'adhésion à l'ONU ?

Avec l'arrêt du processus de paix, le statu quo n'est plus possible au Proche-Orient. Mahmoud Abbas est politiquement coincé, d'une part à cause d'un gouvernement israélien qui s'est radicalisé sur la question des colonies, et d'autre part, parce qu'il est dans une impasse au niveau de sa politique intérieure malgré l'accord entre le Hamas et le Fatah. Il essaye de tracer une ligne politique, de reprendre la main. Il a perdu beaucoup de crédibilité, y compris devant les Palestiniens.

#### • Que peut gagner la Palestine avec ce défi ?

Cette bataille diplomatique acharnée pour dissuader les Palestiniens démontre qu'il y a quelques petits enjeux derrière tout cela. Passer d'un statut de territoire occupé à un État occupé n'aurait rien d'anodin. Si la Palestine ne peut adhérer mais devient observateur non membre (comme le préconise la France), elle ne pourra pas voter mais aura accès à tous les droits, les textes, les traités, les organismes comme l'UNICEF... Par exemple, elle se bat avec l'appui des collectivités françaises pour le classement de la vieille ville d'Hébron au patrimoine mondial de l'UNESCO. Aujourd'hui, c'est impossible car son État n'existe pas. Or Hébron est un lieu de crispation très fort avec une petite colonie juive qui cristallise le conflit. Il y a de vrais enjeux. Si l'entité Autorité palestinienne devient un vrai État avec un gouvernement, des ministres, la considération ne sera plus la même. Le domaine symbolique, ça compte en politique.

#### • Pourquoi la France ne pousse-t-elle pas à l'adhésion ?

La France est prisonnière de la position européenne qui fabrique de l'impuissance. L'Allemagne, de par son histoire, soutient Israël...

#### • Comment sortir de cette crise diplomatique ?

La procédure d'adhésion peut durer des semaines. Je crois à la puissance des idées, aux peuples acteurs de l'histoire. Les opinions publiques, épuisées des deux côtés, doivent rentrer dans le jeu. À long terme, il n'y a qu'une seule perspective puisque personne ne veut d'un État binational : deux États souverains vivant en paix avec des garanties de sécurité pour l'un et pour l'autre, basées sur le droit international. Géographiquement, il faut revenir aux frontières antérieures à la guerre de 1967. Il est presque déjà trop tard avec les colonies. La Palestine est un peu une peau de léopard. Il y aura des ajustements à négocier entre eux, des échanges de territoires à effectuer. Pour l'instant, il n'y a plus aucune confiance entre les gouvernements israélien et palestinien. Mais les deux peuples aspirent à vivre tranquillement, dans la dignité et libres.

*Propos recueillis par Olivier Berger, le 24 septembre 2011*

# Méditerranée

## ACTUALITÉS PALESTINE

### Assemblée générale du RCDP

Dans le cadre de l'agenda du Réseau, l'Assemblée générale du RCDP se réunira à Paris, le 8 novembre prochain, de 13h30 à 16h00, pour une réunion autour de grandes orientations (rapport moral, rapport d'activités, rapport financier, élections statutaires etc...).

### La reconnaissance d'un Etat Palestinien

Le président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas (Abu Mazen) a annoncé le 22 août le report des élections locales prévues le 22 octobre prochain et ce jusqu'à nouvel ordre. Cette décision aurait été prise pour assurer les bonnes conditions pour la réconciliation entre le Fatah et le Hamas et l'unification nationale (Gaza-Cisjordanie) et aussi pour donner la possibilité au comité central des élections de bien préparer le scrutin dans l'ensemble de la Palestine.

### Demande d'adhésion d'un Etat de Palestine à l'ONU

Le président Mahmoud Abbas a présenté, le vendredi 23 septembre dernier, la demande historique d'adhésion d'un Etat de Palestine à l'ONU sur la base des lignes de 1967, contraignant la communauté internationale à appeler à de nouvelles négociations de paix avec Israël. Le Conseil de sécurité de l'ONU a entamé dès le lundi 26 septembre des consultations après le dépôt d'adhésion de l'Etat de Palestine aux Nations Unies. Les Palestiniens espèrent obtenir au moins neuf voix sur quinze au Conseil, minimum requis pour que leur demande puisse faire l'objet d'une 'recommandation' du Conseil à l'Assemblée générale de l'ONU, passage obligé pour que celle-ci se prononce par un vote à son tour. (Source : Libération.fr)

## ACTUALITÉS MÉDITERRANÉE

### Le G8 promet de doubler l'aide financière aux pays du printemps arabe

Les grandes puissances du G8 et les organisations internationales se sont réunies le 10 septembre à Marseille. La réunion de la cité phocéenne a été couronnée par le lancement du « pilier économique » du Partenariat de Deauville, en soutien à la démocratie dans les pays arabes, avec la promesse des pays du G8 de doubler l'aide financière mise à leur disposition. Celle-ci pourrait passer ainsi à 80 milliards de dollars entre cette année et 2013, l'aide concerne l'Égypte, le Maroc, la Tunisie, la Libye et la Jordanie. (Source : Le Matin.ma, 12/09/2011)

## TUNISIE

**Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans-sur-Isère**

### Election de l'Assemblée constituante : 55% des électeurs inscrits

Quelques 3,8 millions de Tunisiens se sont inscrits pour l'élection du 23 Octobre, soit 55% du nombre potentiel d'électeurs estimé à sept millions, a indiqué Kamel Jendoubi, président de l'Instance supérieure indépendante des élections (ISIE). Ces chiffres ne concernent que les inscriptions volontaires, le reste des sept millions d'électeurs potentiels seront inscrits de manière automatique et pourront voter sur simple présentation de leurs cartes d'identité nationales.

(Source : Le Figaro, 16/08/2011)

### Création d'une Caisse des dépôts et des consignations

Jalloul Ayed, ministre des Finances tunisien, a annoncé fin juillet la création prochaine d'une Caisse des dépôts et des consignations (CDC). Celle-ci sera effective avant la fin de l'année 2011 et financera des projets d'infrastructure notamment dans les régions de l'Intérieur et assurera le développement et l'accompagnement des PME/PMI.

### L'Union européenne débloque 110 millions d'euros pour relancer l'économie tunisienne

L'UE a approuvé, mardi 23 août, deux nouveaux programmes d'assistance financière pour la Tunisie et débloqué 110 millions d'euros pour « soutenir le processus de transition politique et économique » en Tunisie, a précisé la Commission européenne.

(Source : Le Monde, 23/08/2011)

### Réunion du groupe-pays Tunisie

Le vendredi 23 septembre s'est tenue la réunion du groupe-pays Tunisie, dans les locaux de Cités Unies France. Cette réunion a permis de débattre au sujet de l'élection de l'Assemblée constituante prévue pour le 23 octobre. S.E.M. Khémaïs Chammari, ambassadeur de Tunisie auprès de l'Unesco, a souligné l'importance de la coopération décentralisée franco-tunisienne et a regretté la méconnaissance de ce sujet qui pourtant constitue un levier de la coopération de nos deux pays.

## LIBAN

**Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon**

### Neuf maires libanais à Paris rencontrent des élus français

Une délégation de maires libanais s'est rendue à Paris, les 27 et 28 septembre. Lors de ce déplacement, il a été organisé un temps de travail avec les élus représentants les associations de collectivités françaises à l'Hôtel de Ville de Paris. Les maires Libanais ont été accueillis au Sénat, au CNEPT et au ministère des Affaires étrangères et européennes. Cette visite s'inscrit dans le cadre du Programme Concerté Liban, contracté entre Cités Unies France, le Grand Lyon, dix collectivités territoriales françaises, le Comité des Maires Libanais, le Bureau CGLU/BTVL au Liban, et soutenu par le MAEE.

# Méditerranée

## MAROC

**Président du groupe-pays : Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire de Marseille**

### Réunion du groupe-pays Maroc

Le mardi 6 septembre s'est tenue la réunion du groupe-pays Maroc, dans les locaux de Cités Unies France. Cette réunion a permis de faire le point sur l'actualité politique au Maroc qui connaît actuellement d'importantes réformes ; une information a été faite sur l'appel à projet de la coopération décentralisée maroco-française pour 2011-2013.

Par la suite, le Programme Concerté Maroc 3 a été présenté. Il s'agit de mettre en lien les organisations de la société civile, les collectivités territoriales, et les représentants des pouvoirs publics.

Enfin, une présentation du tourisme responsable et de la coopération décentralisée franco-marocaine a permis de mettre en perspective le rôle de la plate-forme coopération et tourisme responsable, portée par plusieurs ministères (Tourisme, Culture, Agriculture...), l'AFD et les collectivités territoriales, représentées par Cités Unies France.

### Elections législatives anticipées le 25 novembre

Les élections législatives auront lieu le 25 novembre prochain. En raison de l'adoption d'une nouvelle Constitution avec 98% de suffrages favorables, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, le scrutin se tiendra avec un an d'avance sur le calendrier. Ces élections vont permettre de désigner un Premier ministre issu du parti vainqueur du scrutin.

## ISRAËL

**Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil**

### Réunion du groupe-pays Israël, le 19 septembre 2011

Le groupe-pays Israël s'est réuni le 19 septembre dernier, au siège de Cités Unies France, dans le cadre de la préparation des prochaines Assises franco-israéliennes qui auront lieu du 25 au 28 octobre 2011, à Haïfa.

Dans le cadre de ces assises, nos partenaires israéliens (ULAI) mettent à votre disposition un site Internet pour les inscriptions et la réservation d'hôtel (<http://israel-france.d-u.co.il/>).

**Le programme provisoire des Assises ainsi que le tableau récapitulatif des collectivités qui ont manifesté leur intérêt pour intervenir lors des tables rondes sont publiés sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1331>**

*Pour plus d'informations :*

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Linda Naili, chargée de mission (Algérie, Maroc)

Hajer Skah, chargée de mission (Liban, Tunisie)

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Courriel : [l.naili@cites-unies-france.org](mailto:l.naili@cites-unies-france.org)

Courriel : [h.skah@cites-unies-france.org](mailto:h.skah@cites-unies-france.org)

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

## ACTUALITÉS MÉDITERRANÉE

### Semaine économique de la Méditerranée

La 5<sup>ème</sup> édition de la Semaine économique de la Méditerranée se déroulera à Marseille, du 10 au 15 octobre, organisée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Ville de Marseille, avec le soutien du MAEE.

À travers des forums, salons, rencontres d'affaires, ce grand rendez-vous des acteurs économiques proposera, dans le contexte actuel des changements en Méditerranée, de s'interroger sur le développement économique, les partenariats entre les acteurs du développement et d'encourager les échanges commerciaux et l'investissement dans la région.

Pour plus d'information, : <http://www.semaine-eco-med.com>

### Les 12 et 13 décembre aura lieu à Marrakech le 1<sup>er</sup> Forum Méditerranéen de l'Eau

Organisé par l'Institut Méditerranéen de l'Eau, cet événement permettra de créer plus de synergie et de solidarité entre tous les acteurs méditerranéens de l'eau. Ce rendez-vous constitue un préambule au Forum Mondial de l'Eau prévu à Marseille, en mars 2012.

### Du 30 septembre au 2 octobre s'est déroulé le colloque « Des Méditerranées », à Bordeaux

Ces rencontres ont porté sur les thèmes des femmes et des villes en Méditerranée.

Organisé par la Direction Générale des Relations Internationales de la ville de Bordeaux, ce colloque a été l'occasion de croiser les regards des chercheurs, élus et associations au travers de différents ateliers de réflexions.

## ACTUALITÉS JEUNESSE

### Altermondes n°27 : Partir et revenir citoyen du monde

Cités Unies France a participé à ce numéro, en particulier au dossier consacré au volontariat. Ce fut l'occasion pour Altermondes de s'interroger sur l'engagement des jeunes à l'international. Vous y retrouverez une contribution d'Hélène Vincent, présidente du groupe thématique Jeunesse de CUF, sur les enjeux de la mobilité des jeunes à l'international du point de vue des collectivités territoriales. Voir le sommaire du numéro : <http://altermondes.org/spip.php?article934> - Voir le sommaire du dossier : <http://altermondes.org/spip.php?article933>

### Une nouvelle antenne de France Volontaires en Nord-Pas-de-Calais

Les bureaux de France Volontaires ont officiellement ouvert leur porte le 18 juillet dernier, dans les locaux de la Maison de l'Économie Solidaire (81 bis, rue Gantois). Delphine Bignan, ancienne volontaire de solidarité internationale en Mauritanie, et ancienne stagiaire à Cités Unies France, nouvellement recrutée en tant que responsable de cette antenne, a pour mission d'assurer un appui de proximité pour accompagner les acteurs des volontariats internationaux d'échange et de solidarité (VIES) dans les régions du nord-est de la France (Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne, Lorraine, Franche-Comté, Alsace). Une troisième antenne interrégionale de France Volontaires ouvrira ses portes en octobre prochain.

Pour plus d'informations :  
Delphine Bignan, courriel : [delphine.bignan@france-volontaires.org](mailto:delphine.bignan@france-volontaires.org)

### Rassemblement pour l'engagement volontaire et solidaire à l'international

Le 30 septembre 2011, à l'occasion du second anniversaire de la signature de la Charte des volontariats internationaux d'échange et de solidarité, le 1er octobre 2009, France Volontaires organise le premier « Rassemblement pour l'engagement volontaire et solidaire à l'international », sous le haut parrainage d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères et européennes.

Pour plus d'informations :  
Frédérique Williame, courriel : [frederique.williams@france-volontaires.org](mailto:frederique.williams@france-volontaires.org)

### Présidente du groupe thématique Jeunesse : Hélène Vincent, adjointe au maire de Grenoble, en charge de la jeunesse

#### Réunion du groupe thématique Jeunesse

Le groupe thématique Jeunesse s'est réuni le 14 septembre dernier. Cette réunion a permis de revenir sur les 3<sup>èmes</sup> Rencontres nationales de la jeunesse à l'international qui se sont déroulées le 7 avril, à Dijon, et d'établir le programme d'activité 2011-2012.

Les propositions ont porté sur la sensibilisation des acteurs de la jeunesse à la coopération internationale. Il a été dit à ce sujet que l'information et l'orientation des jeunes sont des points essentiels à la mise en œuvre de projets de mobilité, et qu'il est primordial de démocratiser la dimension internationale de l'engagement des jeunes. La réunion a aussi permis de discuter sur l'organisation d'un séminaire sur « la jeunesse actrice du changement en Méditerranée », en 2012, faisant écho au rôle de la jeunesse dans les révolutions arabes.

#### Journée « Jeunesse, solidarité internationale et éducation au développement », le 15 octobre 2011, à Bordeaux

L'association Cool'eurs du Monde organise, le samedi 15 octobre 2011, à Bordeaux, une journée « Jeunesse et solidarité internationale ». Cette manifestation organisée chaque année depuis 10 ans, permet la création d'un espace d'échange privilégié sur les thèmes de l'éducation populaire et de l'éducation au développement, ainsi que des jeunes et de la solidarité internationale. Ce temps d'échange est l'occasion pour des jeunes (seuls ou en groupe) de venir restituer leurs projets en présence d'autres jeunes ayant vécu le même type d'expériences. Elle permet aussi à tous ceux qui souhaitent mettre en place des projets de solidarité internationale ou d'éducation au développement de venir se renseigner, notamment par l'échange d'expériences (ateliers, débats, espaces forum...).

Outre les jeunes, cette journée rassemble différents types d'acteurs impliqués ou concernés par les champs de la jeunesse, de la solidarité internationale, et de l'Éducation au développement : représentants de réseaux, d'associations œuvrant dans ce domaine, de formations, d'institutions, d'établissements scolaires et périscolaires, de structures jeunesse, présents pour échanger entre eux et avec les jeunes.

Dès 14h30, des ateliers participatifs autour de la jeunesse et des formes d'engagement à l'international permettront aux novices comme aux plus expérimentés d'enrichir une réflexion collective que nous espérons très riche.

Pour toute information complémentaire :  
Association Cool'eurs du Monde, tél. : 05 57 77 39 79  
Site Internet : <http://www.cooleursdumonde.org>

*Pour plus d'informations :*

Linda Naïli, chargée de mission (Jeunesse)  
Courriel : [l.naïli@cites-unies-france.org](mailto:l.naïli@cites-unies-france.org)

# Tourisme responsable

**Présidente du groupe thématique : Maryvonne Blondin, sénatrice, conseillère générale du Finistère déléguée à la coopération décentralisée et à la langue bretonne**

## **Le tourisme à l'honneur dans les Assises franco-israéliennes, Cités Unies France encourage l'approche responsable du tourisme**

Avec un temps dédié aux professionnels du tourisme, les Assises franco-israéliennes souhaitent valoriser le rôle des collectivités en matière de développement du tourisme. Le groupe thématique Tourisme qui réalise un travail d'information et d'illustration des pratiques du tourisme responsable dans le cadre de la coopération décentralisée, viendra témoigner de l'engagement des autorités locales dans la gestion du tourisme responsable et de leur complémentarité à l'action de l'Etat. Un point d'honneur sera mis à définir le tourisme responsable et valoriser le partenariat entre les acteurs du tourisme classique pour comprendre les interactions avec les projets tourisme de coopération décentralisée.

## **La PFCTR accompagne les groupe-pays Maroc et Madagascar, pour mener une réflexion pluri-acteurs en matière de tourisme**

La PFCTR (Plate-Forme Coopération et Tourisme Responsable) a vocation à travailler sur des territoires pilotes afin d'identifier la complémentarité des différentes familles d'acteurs et faciliter la prise de décisions et d'évolution des projets de coopération des collectivités territoriales. Grâce au travail fourni dans la PFCTR autour des territoires pilotes, notamment le Maroc et Madagascar, celle-ci est en mesure de mobiliser de l'expertise, soumettre des réflexions au profit des collectivités des groupe-pays qui peuvent débattre du contenu de leurs projets, obtenir de l'information fine sur leur territoire de coopération et accéder à une expertise en fonction de leur engagement et de l'orientation qu'elle souhaite donner à leurs actions.

La plate-forme réunit les collectivités du groupe-pays Madagascar, le 18 octobre, ainsi que celles du groupe-pays Maroc, début novembre, pour débattre des enjeux du tourisme responsable et apporter un accompagnement. Afin de dynamiser les débats et s'assurer d'une bonne participation, le site de la PFCTR sera un outil de base de ce groupe de réflexion et de mise en œuvre collective, en amont comme en aval de ses réunions.

Site Internet : [www.cooperation-tourisme.org](http://www.cooperation-tourisme.org)

## **Groupe de travail « Tourisme » de CGLU, réunion à Florence**

A l'occasion du Conseil mondial de CGLU, du 9 au 11 décembre 2011, à Florence, le groupe de travail « Tourisme » de CGLU souhaite tenir une réunion pour faire état du travail réalisé. Cités Unies France qui accompagne cette réflexion et la diffusion de l'information aux côtés de la présidence de l'Etat du Yucatan, se mobilise dans cette perspective.

*Pour plus d'informations :*

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : [ac.gaudru@cites-unies-france.org](mailto:ac.gaudru@cites-unies-france.org)

Astrid Frey, chargée de mission (Education au développement)

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

## **ACTUALITÉ TOURISME**

### **Le Salon Mondial du tourisme à Paris valorise le développement durable dans le tourisme**

Comme chaque année, l'International French Travel Market Top Resa réunit les professionnels du tourisme français et les opérateurs des différents pays assurant la promotion de leur destinations. Du 20 au 22 septembre, de nombreux événements se sont tenus lors de ce salon, à l'image d'une conférence récurrente sur le tourisme durable, qui mettait cette année le focus sur le Maghreb. L'occasion d'identifier les politiques et ambitions présentées par les offices nationaux du tourisme, et des accords de partenariats entre des structures et réseaux français dans certains pays, à l'image du travail entre le Le Syndicat National des Agents de Voyages français (SNAV) et Madagascar.

## **ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT**

### **2011 : Cités Unies France s'implique dans la Semaine de la solidarité internationale**

2011 est l'année du nouveau visuel de la Semaine. C'est aussi l'année d'un nouveau cycle triennal, dans lequel les acteurs de la Semaine - dont Cités Unies France - sont invités à mieux connaître les actions de leur propre réseau. Ainsi, le 4 octobre a eu lieu une journée de réflexion et d'échanges autour de l'engagement des collectivités territoriales de la Semaine. Cités Unies France attend vos programmes et manifestations durant cette Semaine du 12 au 20 novembre afin d'établir notre programme de déplacements. Vous pouvez également commander vos outils de communication auprès de [www.lasemaine.org](http://www.lasemaine.org) (affiches, plaquettes, tiré à part d'Alternatives économique...). CUF co-organisera elle-même, pour la première fois, une animation, à la Mairie du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Plus d'information dans notre lettre mensuelle du mois de novembre !

### **Lancement d'une étude sur les actions des ONG en matière Education au développement**

L'Agence Française de Développement lance une étude sur les actions des ONG en matière d'éducation au développement financées ces 10 dernières années par les pouvoirs publics français et européen. Cités Unies France siège au comité de pilotage de cette étude.

# Institutions européennes

## FORMATION

### Le pôle d'expertise européenne - formation : « Comment répondre aux appels à propositions européens ? », du 23 au 25 novembre 2011, à Cités Unies France

Le 22 septembre dernier, Cités Unies France a dispensé une formation sur les financements européens à destination des collectivités territoriales de Franche-Comté. La formation a été organisée par le CERCOOP et le bureau Franche-Comté à Bruxelles. Les stagiaires, qui pour certains n'avaient jamais mené de projet à l'international, ont reçu une formation leur donnant les clés pour trouver les financements susceptibles de financer la coopération décentralisée. Ils ont également acquis les éléments nécessaires pour monter un cadre logique et ainsi remplir une demande de subvention européenne.

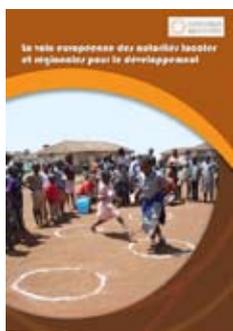
Une nouvelle session de formation aura lieu du 23 au 25 novembre 2011, dans les locaux de Cités Unies France.

## Platforma

Platforma a mis en place deux groupes de travail : « les autorités locales dans la politique européenne de développement-formulation des politiques et mécanismes de soutien » et « les autorités locales et l'efficacité de l'aide ».

Dans le cadre du second groupe, Platforma a décidé de lancer une étude :

« Modèles efficaces de coopération au développement d'autorités locales et régionales européennes. »



### Les appels à propositions européens : publication du prochain appel pour les autorités locales du programme ANE-AL, le 1<sup>er</sup> novembre 2011

L'appel concernera l'objectif 1b multi-pays et l'objectif 2 : éducation au développement.

#### Objectif 1b : action multi-pays

L'objectif 1b finance des projets menés par des collectivités territoriales ou des associations de collectivités, provenant d'au moins deux pays différents.

Deux axes prioritaires sont proposés :

1. Le renforcement institutionnel des associations d'autorités locales. La représentativité de ces associations sera un critère de sélection déterminant.
2. L'appui aux projets de coopération décentralisée menés par des collectivités territoriales dans les domaines relevant des compétences des collectivités.

Le budget (2011 et 2012 couplées) s'élève à 5,8 millions d'euros. Les subventions seront de 500 000 euros minimum à 1 500 000 euros maximum.

L'objectif 2 finance les actions de sensibilisation et d'éducation au développement dans les Etats membres de l'UE.

Le budget : 9,7 millions d'euro.

Les subventions peuvent varier de 100 000 euros minimum à 1 000 000 euros maximum.

Deux priorités thématiques sont proposées : le soutien aux Objectifs du Millénaire pour le Développement et la cohérence des politiques pour le développement.

### Les appels à propositions européens pour les autorités locales des pays suivants :

Les quarante pays éligibles sont : Cameroun, Tchad, République dominicaine, Gabon, Guinée Bissau, Guyane, Haïti, Madagascar, Mozambique, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tome et Principe, Sénégal, Sierra Leone, Zambie, Zimbabwe, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Equateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Venezuela, Cambodge, Inde, Laos, Kazakhstan, Yémen, Arménie, Biélorussie, Liban, Moldavie, Ukraine.

Les lignes directrices de cet objectif sont définies par les délégations de l'UE présentes dans les 40 pays éligibles du programme. Les délégations sont responsables de la gestion des appels à propositions.

Le budget de l'objectif 1a pour les années 2011 et 2012 couplées s'élève à 63 millions d'euro. Les délégations de l'UE ont reçu une instruction du siège les invitant à mettre en œuvre des financements plus souples quand cela était possible, en s'inspirant des recommandations du dialogue structuré.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : [c.borella@cites-unies-france.org](mailto:c.borella@cites-unies-france.org)

## Les collectivités locales face à la gestion de catastrophes

Depuis plus de dix ans, Cités Unies France s'engage, à travers le dispositif de « **Fond de solidarité** », sur des projets de reconstruction suite à des catastrophes de type écologique ou liées à des conflits armés (Territoires Palestiniens notamment), là où les collectivités locales françaises sont les plus investies. À travers l'expérience initiée à l'époque de l'ouragan Mitch, en 1998 (Nicaragua et Salvador), jusqu'aux projets les plus récents sur le Japon et Haïti, Cités Unies France a eu l'occasion de développer plus de dix dispositifs d'intervention s'appuyant sur la forte mobilisation des collectivités locales membres du réseau. Les évolutions démographiques et économiques qui caractérisent ces dernières décennies au sein des pays en développement notamment, marquent un contexte nouveau au sein duquel s'opèrent les actions d'urgence et de post-urgence.

Ainsi, lors du 2<sup>ème</sup> Forum pour la Coopération Internationale des Collectivités (les 7 et 8 juillet 2011) la conférence « **Risques majeurs et résilience des territoires, rôle de la coopération décentralisée** » a mis en évidence les marges de manœuvres importantes quant à l'action des collectivités locales pour une meilleure résilience des territoires sinistrés. Notre implication sur la question de la gestion des catastrophes marque l'ambition de créer une démarche pilote sur ces questions, en faisant de l'appui à la reconstruction une dimension entière de l'activité de l'association.

Afin d'améliorer la qualité de nos services auprès des collectivités locales du réseau Cités Unies France, nous menons une étude afin de réfléchir à quels dispositifs mobiliser pour améliorer l'impact de l'action des collectivités locales du réseau en faveur d'une meilleure résilience de territoires. Une partie de cette étude est constituée d'une enquête auprès des collectivités locales du réseau. Nous vous invitons à participer à cette étude en remplissant et nous retournant le questionnaire que vous recevrez prochainement.

*Pour toute information supplémentaire :*

Randa Radhouani, chargée d'étude : « Les collectivités locales et la gestion de catastrophes », tél. : 06 71 55 34 18

Courriel : [rradhou@yahoo.fr](mailto:rradhou@yahoo.fr)

Simoné Giovetti, chargé de mission

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

## Séminaire autour de l'action humanitaire

Le 16 novembre prochain, à la salle Convention du ministère des Affaires étrangères et européennes, les acteurs humanitaires français se retrouveront avec les pouvoirs publics pour parler des défis et du partenariat dans le cadre des actions humanitaires internationales. Cités Unies France y sera présente.

## Articulation entre coopération étatique et coopération décentralisée

Le 12 septembre, Cités Unies France a participé au séminaire de réflexion portant sur les synergies entre coopération bilatérale et coopération décentralisée, organisé à Lyon par l'AFD, Afrique contemporaine et le CIEDEL dans le cycle des 70 ans de l'AFD.

Une occasion de revisiter cette relation, tour à tour complémentaire ou divergente qui se pose aujourd'hui dans le cadre plus large des principes de coopération internationale : comment mesurer son impact, son efficacité ? Afrique contemporaine en reprendra les conclusions.

## RISQUES DE CATASTROPHES

### 3<sup>ème</sup> session de la plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes : retour sur la participation française

La troisième plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes, organisée par la Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes des Nations Unies (ISDR/SIPC) s'est tenue à Genève, du 8 au 13 mai 2011, autour du thème « Investir aujourd'hui pour des lendemains plus sûrs : un investissement accru en faveur de l'action locale ».

Les débats ciblaient trois sujets :

- reconstruction et relèvement ;
- économie de la réduction des risques de catastrophe ;
- alliance pour le changement climatique et le développement.

Vidéos disponibles à l'adresse suivante (Retrouvez sur AleasTV, l'ensemble des interviews accordées par les membres de la délégation française à l'occasion de cette troisième plate-forme mondiale de Genève) : <http://www.risquesmajeurs.fr/3e-session-de-la-plate-forme-mondiale-pour-la-r%C3%A9duction-des-risques-de-catastrophes-retour-sur-la-pa>

La plate-forme française de réduction des risques de catastrophe était représentée par une délégation de 30 membres : parlementaires, représentants des ministères (Affaires étrangères et européennes, Intérieur, Culture et communication, Développement durable),



partenaires des assurances, de la recherche, des biens culturels, des associations, des ONG, des collectivités territoriales et de BET. Sa participation à

l'événement a été remarquée et appréciée : au-delà de son stand elle comptait parmi les plate-formes représentées au sein de cette 3<sup>ème</sup> édition.

## Sommets internationaux

Le prochain sommet de haut niveau sur l'efficacité de l'aide se tiendra fin novembre à Busan, Corée du Sud. CGLU s'efforce d'obtenir la mention de l'action des autorités locales dans la déclaration finale. Le G20 qui se réunira à Cannes sous présidence française les 3 et 4 novembre, abordera plusieurs questions d'intérêt pour la coopération : sécurité alimentaire, infrastructures, protection sociale ; en France, ce sont les ONG qui mènent un plaidoyer pour ce sommet.

# Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Colloque "Des Méditerranées"	Bordeaux	30 septembre - 2 octobre	Ville de Bordeaux
Journée sur la Semaine de solidarité internationale	Siège de CUF	4 octobre	CUF
Congrès annuel de la Fédération nationale des Parcs naturels régionaux	PNR Vosges du Nord	5 - 7 octobre	FNPNR
Première réunion du groupe de réflexion "Economie et coopération décentralisée"	CCI de Lyon	6 octobre	CUF en partenariat avec l'AFD et la DAECT
Réunion groupe-pays Bénin	Paris	7 octobre (matin)	CUF
3 <sup>èmes</sup> assises de la coopération décentralisée des Yvelines (pays invité : Bénin)	Yvelines, Les Mureaux	8 octobre	Conseil général des Yvelines
"Open days"	Bruxelles	les 10 et 11 oct	
5 <sup>ème</sup> édition de la Semaine économique de Marseille	Marseille	du 10 au 15 oct	Marseille
Réunion groupe-pays Mali	Paris	13 octobre (matin)	CUF
Réunion de coordination de Platforma	Bruxelles, siège du CCRE	13 octobre	Platforma
Réunion Platforma (comité de pilotage / réunion sur négociations européennes)	Siège du CCRE	13 - 14 octobre	Platforma
Assises de la Coopération décentralisée de Bretagne	Rennes	14 - 15 octobre	Conseil régional / Réseau régional
Les Afrikales - 20 <sup>ème</sup> anniversaire de jumelage (Sénégal)	Fleury-sur-Orne (14)	18 octobre	Fleury-sur-Orne
Réunion groupe-pays Madagascar	Paris	18 octobre	CUF
Congrès annuel de la Fédération des Entreprises publiques locales (avec atelier international)	Tours	19 - 20 octobre	FNEPL
81 <sup>ème</sup> Congrès de l'Assemblée des Départements de France	Besançon	19 - 21 octobre	ADF
Réunion groupe-pays Chili	Paris	20 octobre	CUF
Mission commune programme tripartite franco-germano-burkinabè	Ouagadougou	20 - 26 oct	CUF/ collectivités

# Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Assises de la coopération décentralisée franco-israéliennes	Haïfa	25 - 26 octobre	CUF / ULAI
Assemblée générale de l'Association Internationale des Maires Francophones	Erevan	26 - 27 octobre	AIMF
Bilan mi-parcours du Programme concerté pluri-acteur Algérie	Tipasa	27 - 30 octobre	PCPA
Réunion du conseil national de CUF	Siège de CUF	2 novembre (matin)	CUF
Réunion d'information sur le nouvel appel à propositions européen pour les collectivités locales	Siège de CUF	3 novembre	CUF
Comité de pilotage du Programme concerté Maroc	Agadir	4 - 7 novembre	PCM
Conférence-Débat sur les volontariats internationaux et le rôle de l'Europe	Parlement européen à Bruxelles	8 novembre	France-Volontaires/ CLONG
Assemblée générale du Réseau de la Coopération décentralisée pour la Palestine (RCDP)	Siège de CUF	8 novembre	RCDP
Réunion groupe-pays Haïti	Strasbourg	10 novembre	CUF
Semaine de la Solidarité Internationale	France	12 - 20 novembre	SSI
Assises de la coopération décentralisée franco-brésilienne	Fortaleza	16 - 18 novembre	MAEE / CUF / Autorités brésiliennes
Réunion du groupe-pays Inde	Paris	16 novembre	CUF
Réunion du groupe-pays Vietnam	Brest	16 novembre	CUF
10 <sup>ème</sup> Congrès mondial de Métropolis	Porto Alègre	16 - 18 novembre	Métropolis
Séminaire régional CD "Droit aux services essentiels"	Bressuire	19 novembre	Coordination des jumelages
Premières rencontres de la coopération décentralisée franco-éthiopienne	Addis Abeba	21 - 22 novembre	Ambassade de France
Congrès des maires	Paris	22 - 24 novembre	AMF

# Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Réunion groupe-pays Turquie	Paris	23 novembre	CUF
Formation "Comment accéder aux financements européens ?"	Siège de CUF	23 - 25 novembre	CUF
Troisième réunion du comité de pilotage français des Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise	CUF	Novembre (date à préciser)	Comité de pilotage
Forum des maires (Israël, Palestine, Europe)	Cologne	30 novembre - 2 décembre	Ville de Cologne / partenaires
Assises franciliennes de la coopération et de la solidarité internationale, autour d'une thématique ciblée : Jeunesse	Paris	2 décembre	Conseil régional de l'Île-de-France
Première Convention internationale pour une politique de cohésion territoriale à l'échelle mondiale	Genève	5 décembre	Régions unies / FOGAR
Assises euro-maliennes de la coopération décentralisée	Bamako	3 - 5 décembre (à confirmer)	Autorités maliennes / Association des maires du Mali
Salon des maires au Sénégal	Dakar	7 - 9 décembre	Association des maires du Sénégal
Conseil mondial de CGLU	Florence	9 - 11 décembre	CGLU
Première conférence des gouvernements locaux et régionaux des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud)	Pékin	11 décembre	SAF
1 <sup>er</sup> Forum Méditerranéen de l'Eau	Marrakech	12 - 13 décembre	Institut Méditerranéen de l'Eau
Symposium sur la décentralisation dans les Sud	Antananarivo	14 - 15 décembre	Institut National de la Décentralisation et du Développement Local - INDDL
Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne	Palestine	23 - 24 janvier	RCDP/CUF/APLA et partenaires
Forum mondial de l'Eau	Marseille	12 - 17 mars	Comité d'organisation

# Publications

## Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2011)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus “profils des régions tchèques”)	2005
DPRU	Dossier pays Russie (à paraître)	2011
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2010!)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!)	2010
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPLI	Dossier pays Liban	2007
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPBR	Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011)	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPHT	Dossier Pays Haïti (à paraître)	2011
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2011
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007
DPNG	Dossier Pays Niger (à paraître)	2011



# Publications

## Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 40 euros

Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



## Repertoires des partenariats de cooperation decentralisee : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPEU-a	Répertoire des partenariats franco-américains (en anglais)
RPALC	Répertoire des partenariats France - Amérique Latine et Caraïbes
RPBE	Répertoire des partenariats franco-bénois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



# Publications

## Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
<b>Ro01</b>	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	<b>2003</b>
<b>Ro02</b>	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	<b>2003</b>
<b>Ro03</b>	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	<b>2002</b>
<b>Ro04</b>	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	<b>2006</b>
<b>Ro07</b>	Migrants et collectivités territoriales	<b>2008</b>
<b>Ro08</b>	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	<b>2010</b>



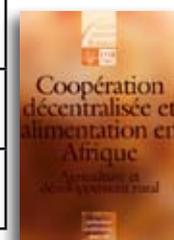
## Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

<b>REFo1</b>	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	<b>2008</b>
<b>REFo2</b>	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	<b>2009</b>
<b>REFo3</b>	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	<b>2010</b>
<b>REFo4</b>	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	<b>2010</b>
<b>REFo5</b>	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	<b>2011</b>



## Ouvrages hors collection

<b>HCDD</b>	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	<b>2005</b>	<b>15€</b>
<b>HCPCD</b>	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		<b>10€</b>
<b>HCCDDA</b>	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	<b>2000</b>	<b>10€</b>



<b>AFPM</b>	Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan)	<b>2009</b>	<b>22€</b>
-------------	--	-------------	------------

## Cahiers de la coopération décentralisée

<b>CDD-2</b>	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - <b>numéro 2</b> - août 2010 <b>Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€</b>	<b>2009</b>	<b>30€</b>
--------------	---	-------------	------------







9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41  
Site Internet : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org) ■ Courriel : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)  
Pour s'abonner à la lettre : [e.seyoum@cites-unies-france.org](mailto:e.seyoum@cites-unies-france.org)